



École: que les évaluations se fassent avec ou sans notes est secondaire

Il y a deux mois, economiesuisse a lancé le débat sur l'évaluation des élèves dans les écoles. Beaucoup de choses ont été dites et écrites depuis, ce qui est réjouissant. Certains commentaires laissent néanmoins entendre que l'économie remet fondamentalement en question les notes à l'école. Ce n'est absolument pas le cas: economiesuisse ne s'est prononcée ni pour ni contre l'abolition des notes à l'école, mais a exprimé le souhait que la discussion porte sur d'autres aspects.

Notre dossier politique «[Débat sur les notes à l'école: on s'égaré...](#)» a bénéficié d'une large couverture médiatique et suscite des discussions intenses, ce qui est réjouissant. Des malentendus sont toutefois apparus, et nous souhaitons les clarifier ici.

Malentendu n° 1: les notes à l'école

Certains articles ou commentaires ont laissé entendre qu'economiesuisse était favorable à l'abolition des notes. Dans son article «[Der Zeitgeist fegt die Schule weg](#)», la NZZ suggérait ainsi qu'economiesuisse ne souhaitait pas de notes dans les écoles. Or economiesuisse souligne explicitement que la discussion sur les notes n'a pas pour but de les supprimer.

Il importe aujourd'hui de mener une discussion de fond sur les modalités d'un système d'évaluation pour nos écoles qui soutienne de manière optimale l'encouragement des enfants et qui permette en même temps une sélection équitable lors de la transition vers le niveau scolaire suivant ou vers le monde du travail. Pour les milieux économiques, peu importe le type de notation (notes, croix

ou autres) utilisé pour évaluer les élèves. Pour les entreprises formatrices, le plus important est d'obtenir les informations pertinentes sous une forme compréhensible lorsqu'elles souhaitent embaucher de futurs apprentis.

Malentendu n° 2: les tests standardisés

l'économie suisse ne demande pas des batteries de tests standardisés au niveau national. La préoccupation principale des entreprises est que les évaluations dans les écoles soient justes, pertinentes et comparables. Aucune de ces trois conditions n'est remplie actuellement. La comparabilité, en particulier, est un défi dans notre système fédéral, et le restera probablement.

Pour que les bulletins de notes soient comparables, il ne faut pas nécessairement des examens nationaux obligatoires. Les méthodes d'évaluation mentionnées dans notre dossier politique le sont à titre d'exemple. Certains cantons évaluent déjà le niveau des élèves de manière comparable à quatre moments distincts au cours des onze années de scolarité obligatoire. Et les retours sont majoritairement positifs.

Cela dit, la préoccupation centrale de l'économie est que les enseignants évaluent les élèves de manière comparable. Le «Lehrplan 21» (correspondant au plan d'études romand ou PER) définit les compétences à acquérir. Dans le cadre des travaux y relatifs, on a pourtant renoncé à harmoniser les méthodes d'évaluation et les bulletins. Il s'agit maintenant de remédier à cette omission. L'économie est prête à discuter de la mise en œuvre concrète.

Ce que nous disons effectivement: les systèmes d'évaluation doivent être équitables, pertinents et comparables

l'économie suisse est fermement convaincue qu'il est nécessaire d'évaluer les élèves afin de pouvoir les soutenir de manière optimale. Cette évaluation doit être juste, pertinente et comparable. C'est à cette condition seulement qu'il sera possible de soutenir les jeunes de manière optimale pendant leur scolarité et que ceux-ci pourront choisir un parcours scolaire et professionnel adapté à leurs capacités. Que l'évaluation se fasse avec ou sans notes est secondaire et l'économie suisse est ouverte aux (bonnes) idées. Il est important, à cet égard, que les évaluations figurant dans les bulletins de notes soient non seulement compréhensibles pour un spécialiste RH, mais aussi pour un patron de PME qui ne s'occupe pas quotidiennement de questions de ressources humaines.